



Communiqué de soutien aux cheminots

Montreuil, le 19/4/2018

COMMUNIQUÉ DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES

Le syndicat CGT Finances Publiques apporte son soutien total et inconditionnel à la grève des cheminots.

Par leur grève déterminée et massive, débattue et reconduite dans les assemblées générales, les cheminots se dressent contre la destruction du service public ferroviaire dont la mission est de fournir l'accès à tous les usagers, dans les meilleurs conditions de sécurité, en tout point du territoire et à un tarif accessible.

Nous savons que, dès lors qu'un secteur est ouvert à la concurrence, aucune règle du service public ne peut plus s'appliquer. Dans cette logique, chaque ligne, chaque train, chaque gare, chaque service fourni doit rapporter financièrement ou être abandonné. L'ouverture à la concurrence, comme cela s'est fait en Grande-Bretagne, a été une catastrophe : accidents, fermetures de dizaines de lignes, dumping social, augmentation des tarifs de 25 %... En Grande-Bretagne, le prix des billets de train sont en moyenne 30 % plus chers qu'en France. En Allemagne, 700 gares ont été fermées depuis l'ouverture à la concurrence.

Les cheminots ont raison : en défendant leur statut, en s'opposant à l'ouverture à la concurrence, à la privatisation de la SNCF, les cheminots défendent le service public et l'intérêt de tous les salariés.

De la même manière, nous sommes résolus à bloquer l'offensive du gouvernement contre le statut de fonctionnaire et la Direction générale des Finances Publiques, ses missions et son réseau.

Contre la campagne médiatique forcenée qui consiste à opposer les « usagers » aux cheminots, notre syndicat réaffirme que les « usagers » de la SNCF sont, avant tout, des salariés confrontés aux plans de destruction du gouvernement, que ce soit dans la Fonction publique avec le programme « action publique 2022 » ou dans le secteur privé, avec la mise en place des ordonnances Macron. Leurs revendications sont aussi les nôtres.

Il est urgent que le gouvernement retire son projet de loi ferroviaire !

C'est le gouvernement qui est responsable des grèves en cours.

C'est l'Etat qui doit, aujourd'hui, retirer ses plans.